

DOCUMENT

TABLE RONDE DU 14 AVRIL 1996 RESSY – UNEF – UNEF ID

Pour célébrer les cinquante ans de la Charte de Grenoble en 1996, RESSY, les deux UNEF ont organisé un colloque “ cinquante ans de syndicalisme étudiant ”. Ils avaient demandé le concours scientifique du GERME qui venait de naître. Présidée par le regretté Jacques Kergoat, l’association “ REcherches, Société, Syndicalisme ” regroupait des fédérations et organisations syndicales, dont les deux UNEF, et des chercheurs, pour confronter pratiques et questions. L’initiative du colloque fut décidée en septembre, mais la préparation fut plus difficile que prévu. En effet, avec notre concours, le programme du colloque fut assez vite précisé : une partie sur le contexte du congrès de la Charte de Grenoble, une partie sur la guerre d’Algérie, et une partie plus actuelle, avec des chercheurs mais aussi des dirigeants syndicaux de salariés. FSU, SNESup, Commission jeunes CGT, UGICT, SGEN-CFDT ont ainsi apporté le “ regard du mouvement ouvrier ” sur le mouvement étudiant. L’on notera que les organisateurs n’avaient pas voulu aborder mai 68.

Mais le mouvement de novembre-décembre 1995 avait tendu les relations entre les deux UNEF, ce qui avait nui à une préparation commune à la base prévue à l’origine. Par ailleurs, la direction de la MNEF, qui s’estimait la seule habilitée pour traiter de l’histoire du mouvement étudiant puisqu’elle s’en prétendait seule représentante unitaire légitime, mena campagne contre la tenue de cette initiative qui la dérangeait, car elle ne la maîtrisait pas. Ce ne fut pas une campagne ouverte, non. Ce furent des coups de téléphone, des bruits de couloir, de “ l’intoxication ” en direction notamment des “ anciens ” pour qu’ils ne participent pas au colloque. Je n’ai appris cela qu’en cours de route, puis par la suite avec plus de détails. Le temps viendra de donner tous les éclairages cela, mais c’est finalement assez secondaire et peu prioritaire puisque nous avons continué à exister, à produire, à travailler avec des moyens bien moins importants que ceux qui estimaient avoir le monopole de l’histoire sans produire grand chose, sinon petits-dejeuners et dîners discrets.

Le colloque s’est tenu, avec 150 participants : militants des UNEF, anciens et chercheurs. La publication prévue n’a pu avoir lieu immédiatement, malgré la rapidité du travail de retranscription¹ et de collecte des contributions. Pouriah Amirhsahi et Marie-Pierre-Vieu ayant achevé leur mandat, Karine Seiler et Carine Delpas ont aussi tenu à relire l’ensemble et notamment la “ table-ronde ” finale. Fin 1998 la copie était prête. Mais les financements promis n’arrivaient pas. Enfin, Jacques Kergoat, avec qui j’avais achevé l’ensemble, décéda en juillet 1999². Le colloque restait dans les tiroirs.

Une partie des contributions a été publiée, ou a été retravaillée pour le premier volume de la “ collection GERME ”, *Naissance d’un syndicalisme étudiant*. La contribution de Jacques Varin sur les étudiants dans la résistance a été publiée dans le dossier sur la guerre dans *Les Cahiers du Germe* N° 25. La communication de Laurent Frajerman est publiée dans le présent numéro.

Nous publions également l’intégralité de la table-ronde finale qui représente un document intéressant, puisqu’à l’époque séparées les deux UNEF dialoguent sur des sujets programmatiques d’importance qui ont fait débat dans le mouvement de 1995 mais qui sont toujours d’actualité.

R.M.

¹ Maud Ingarao s’occupa de la retranscription de la table-ronde, et je remis en forme l’ensemble qui fut ensuite remis aux présidents des UNEF.

² Voir note dans *Les Cahiers du Germe trimestriels*, N°, 2000.

dimanche 14 avril 1996

TABLE RONDE

**Jacques KERGOAT (Président de RESSY), Pouria AMIRSHAHI (Président de l'UNEF ID)
Marie-Pierre VIEU (Présidente de l'UNEF SE).**

25 ans séparent la scission de 1971 entre les deux branches rivales de l'UNEF de ce débat. Les années 70 et même 80 n'ont pas connu de cadres communs de discussion, au contraire les relations furent souvent violentes entre ces deux organisations. Bien sûr, il y eut coordinations nationales comme en 1976 et 1986, les "Etats Généraux" de 1987, mais pas ouvertement et officiellement de liens directs. Certes, depuis les luttes sur le CIP et par le travail commun avec les confédérations de salariés autour de la "charte des stages", les rencontres entre organisations ont été possibles, acceptant de mettre leurs signatures côté à côté. Cette table ronde était inédite. Certes, Pouria Amirshahi et Marie-Pierre Vieu sont membres fondateurs de RESSY, signant en octobre 1995 un éditorial commun du bulletin de l'association. Mais pour la première fois, dans une même salle, dirigeants et militants des deux organisations ont pu débattre en toute franchise des problèmes de l'heure, des conceptions de l'action syndicale étudiante et même du bilan des prises de position lors des mobilisations étudiants de novembre-décembre 1995.

Loin d'être anecdotique et conjoncturelle, cette table ronde - comme les autres débats de la journée - soulève des questions fondamentales : celles de l'unité, de l'auto-organisation, de la démocratie et de l'indépendance syndicales. A la lecture de ces pages, il reste à souhaiter que ce même type d'échanges se répète et se déroule aussi à tous les échelons, permettant à toutes et tous de saisir les tenants et les aboutissants des prises de position respectives. L'unité passe aussi par le débat.

Jacques KERGOAT :

J'ai pour ma part délimité six thèmes de discussion :- Premier thème : quelles sont les aspirations du mouvement étudiant aujourd'hui, qu'est-ce qu'on en sait, et qu'est-ce que les uns et les autres, Marie-Pierre et Pouria, vous en pensez ?

- Deuxièmement, comment ces aspirations se sont exprimées à travers le mouvement de décembre, et pour commencer, est-ce qu'elles se sont exprimées ? Quelles leçons on peut en tirer, quels regards porter sur le mouvement ?

- Troisième thème : quelles sont les revendications qui vous apparaissent les plus importantes aujourd'hui, et à travers ces revendications, comment vous voyez, quand il y a mobilisation, le lien des organisations syndicales que vous dirigez avec le mouvement de masse tel qu'il s'exprime, avec ses capacités d'auto-organisation, etc.

- Quatrièmement : quelles sont aujourd'hui les possibilités d'unité d'action et d'unification, qu'est-ce que vous avez à dire sur cette question-là ?

- Cinquièmement : assez souvent abordée quand on examinait la... pas la préhistoire mais les années cinquante disons, dans le mouvement étudiant la question de

l'apolitisme, je voudrais vous interroger sur un autre versant qui est : quid aujourd'hui de l'indépendance syndicale ?

- Et dernier élément, je pense qu'il serait intéressant de savoir, ce que vous avez à dire sur le fonctionnement actuel de vos syndicats, sur les problèmes de la démocratie interne et du pluralisme.

Voilà, alors si vous le voulez bien, on commence.

Quelles sont, à votre avis à vous, les principales aspirations du milieu étudiant aujourd'hui ?

Pouria AMIRSHAHI : Quelles sont les aspirations actuelles des étudiants. Deux, trois éléments : le premier élément c'est évidemment réussir ses études. C'est peut-être le débat le plus simple mais en même temps c'est celui qui peut prendre le plus de temps. On entre à l'Université pour avoir une qualification, on rentre à l'Université parce qu'on pense que c'est une chance, une chance à la fois d'émancipation individuelle, de maîtrise du savoir, de maîtrise d'un certain nombre de compétences pratiques, théoriques et techniques, et qu'on souhaite effectivement à la sortie déboucher sur un emploi. Rien que

cette phrase-là implique différentes revendications. Ça pose le débat de la sélection à l'entrée de l'Université, ça pose le débat des conditions d'études, d'encadrement etc., et ça pose le débat de l'insertion professionnelle. Il y a un autre élément, que je rajouterai, c'est qu'il faut bien comprendre que l'Université, ce n'est pas un espace suspendu en l'air. On vit dans un certain contexte, et on disait au début du colloque : l'étudiant, du point de vue de l'UNEF en tout cas, de l'UNEF-ID aujourd'hui, comme en 1945-46, est vécu comme un jeune. Alors aujourd'hui on est dans une situation où le jeune, la jeunesse est la première concernée, la première menacée par la crise sociale, par ce qui est en train de se passer. Par exemple, aujourd'hui, un étudiant n'a plus de retraite. Un étudiant sait déjà, tous ceux qui sont aujourd'hui dans cet amphithéâtre et qui sont étudiants, savent qu'ils n'ont plus de retraite. On finit ses études en moyenne à 25, 26 ou 27 ans. Vous savez que pour arriver à la retraite, selon que vous travaillez dans le privé ou dans le public, vous rajoutez 37,5 ou 40 annuités de cotisations, vous avez fait le calcul, 25 + 40, ça fait 67, c'en est fini de la retraite à 60 ans, et encore si et seulement si vous avez eu à la sortie des études un emploi stable, à durée indéterminée, immédiat, sans licenciement, sans perte de recherche d'emploi, etc. C'est-à-dire qu'il y a une projection en l'avenir sur laquelle il faut travailler et sur laquelle il faut sensibiliser les étudiants. C'est une question sociale, et cette dimension sociale est de plus en plus importante à l'Université. Le fait qu'on ait fait campagne au CROUS, et qu'on ait une certaine majorité autour de cette orientation-là montre en tout cas une chose : c'est que la question de l'indépendance matérielle des jeunes est aujourd'hui une vraie question. On sait tout simplement que plus de 25 % des jeunes, jusqu'à 30 ans, vivent encore chez leurs parents parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement, et qu'on est obligé aujourd'hui de chercher les moyens de l'indépendance tant vis-à-vis de sa famille, en termes matériels s'entend, que vis-à-vis d'un travail salarié auquel on échappe de moins en moins si l'on veut financer ses études.

Marie-Pierre VIEU : Je crois que la première préoccupation, avant même de penser à la

retraite, c'est l'emploi. Parler des aspirations des étudiants, c'est d'abord se dire qu'aujourd'hui, l'Université, c'est quasiment un passage obligé pour toute une très grande partie de la jeunesse, et que les préoccupations des étudiants, ce sont les préoccupations de la jeunesse, c'est l'aspiration à l'emploi, c'est la peur de la précarité, c'est la peur de l'exclusion, c'est l'envie de sortir de la fac avec un diplôme de qualité tout simplement pour s'intégrer dans la société, et bien évidemment à partir de là, la question de l'autonomie, avoir un foyer, avoir une famille. La majorité des étudiants qui sont à la fac, quoi qu'on en dise, sont en butte à tous les choix qui sont opérés, en matière de sélection à tous les niveaux, sélection sociale, sélection par les filières et autres, et c'est ce qui fait que petit à petit finalement, pour s'en sortir, on voit bien que ce n'est pas la solution individuelle qui va faire en sorte qu'on y arrive, mais bien évidemment la solution collective. Je crois que pour déboucher nationalement, on voit que beaucoup d'étudiants se mettent en lutte, et - on en parlera plus tard mais - peut-être portent un regard nouveau sur les organisations et en particulier sur le syndicalisme étudiant, tout simplement parce que c'est le seul moyen pour eux, par rapport à leur vie de jeunes, de s'en sortir. Et je crois que c'est de là qu'il faut partir, avec l'idée que toutes ces aspirations ont un contenu : on ne sait pas encore complètement ce qu'on veut, mais en tout cas les étudiants savent ce qu'ils refusent : la sélection, la casse du service public, la sélection sociale etc...

Jacques KERGOAT : Alors, les interventions de la salle, en termes de désaccords ou en termes de complément qu'on a envie d'apporter.

Stéphanie (Jussieu) : L'extrême-droite, c'est aussi une préoccupation : au moment des élections au CROUS, on a réussi à faire voter 50 étudiants qui au départ n'avaient pas l'intention de voter, en leur disant qu'il y avait deux listes d'extrême-droite.

Michel, (Paris 8) : Moi, je ne peux pas découper la question de l'aspiration des étudiants, de celle qui semblerait découler de certains discours sur le rôle de l'Université. Donc quand j'entends que ce que souhaite un

étudiant c'est emmagasiner du savoir, je me demande s'il n'y a pas une distorsion ou alors il faudrait articuler ça avec une analyse sur la possibilité d'acquérir un esprit critique à l'Université, ce n'est quand même pas rien, on touche à la finalité même de l'Université, à sa place dans la société. J'interpelle en tout cas les syndicats étudiants : l'objectif d'un étudiant qui serait d'avoir un emploi, de s'intégrer dans la société, ça ne passe pas seulement par l'intégration professionnelle, mais aussi par le fait d'avoir une réflexion critique sur le rôle de ce qu'on appelle les intellectuels, le rôle de la réflexion, de la pensée, et je me demande comment on peut concevoir aujourd'hui d'être un syndicaliste étudiant, indépendant, et peut-être démocratique, sans avoir une réflexion sur la finalité même de l'Université. Mon expérience c'est ça aussi, c'est quand même le refus d'intégrer la réflexion comme une dimension de l'action...

L'étudiant comme intellectuel

Jacques KERGOAT : Il y a la trilogie de 1946, " **Jeune Travailleur Intellectuel** ", " **l'intellectuel** " **semble en réalité le parent pauvre, ce dont on ne discute pas**. Les deux présidents ont-ils quelque chose à dire sur le troisième terme de la trilogie, c'est-à-dire l'étudiant en tant qu'intellectuel,

Pouria AMIRSHAHI Alors, pour répondre, quand tu dis " on est pas simplement des consommateurs de savoir, mais l'esprit critique c'est aussi fondamental et c'est aussi à l'Université que ça s'apprend, et si ça ne s'apprend pas à l'Université, alors t'es foutu ", là il y a un double débat.

Un débat sur le rôle de l'Université, aujourd'hui, dans la lutte contre deux fléaux : le chômage, d'une part, Marie-Pierre l'a dit, c'est-à-dire la formation qui te permet aussi d'exercer une profession, et aussi, la lutte contre l'extrême-droite, les intolérances et les intégrismes, parce que c'est l'esprit critique, parce que c'est la recherche, parce que c'est la culture générale, etc. Et de ce point de vue-là, le rôle du savoir, comme étant à chaque fois évolutif, mais enseignable par l'étudiant lui-même à d'autres, ça c'est à mon avis un élément fort, qu'il faut essayer de développer ; de deux manières, je finirai là-dessus : l'UNEF-ID propose tout simplement de

développer le tutorat. Attention, le tutorat ne se substitue pas aux enseignants et aux postes d'enseignants qu'il faut créer parce que les enseignants s'adressent à tout le monde. Les tutorats, ce sont des étudiants qui s'adressent à des étudiants en situation d'échec, des étudiants de deuxième et troisième cycle, qui seraient capables, parce que eux ont un certain savoir, de l'enseigner à d'autres. C'est simplement la transmission permanente du savoir, d'essayer de les aider, pas seulement dans les méthodes de travail, mais aussi dans un échange intellectuel. Deuxième problème, il ne faut pas oublier qu'il y a des rapports conflictuels qui existent avec les enseignants. On n'en parle pas entre nous, on n'en parle pas dans les intersyndicales. Moi, j'ai beaucoup de désaccords, par exemple, avec certains enseignants, certaines positions de certains syndicats enseignants, par exemple... je te donne un exemple et ça rejoint complètement ce que tu dis : les rénovations pédagogiques. Les rénovations pédagogiques, c'est-à-dire la capacité d'évoluer à l'Université avec son propre rythme, et d'être sanctionné par rapport à un savoir, tout simplement, si on l'a eu, ne pas être obligé de redoubler parce que dans une matière on n'a pas eu la moyenne, tout simplement. Il y a quelques semaines, j'avais eu un débat assez virulent avec des militants et des élus du SNESUP. Il faut pas se cacher les yeux, c'est un vrai débat à avoir, parce que n'oublions pas que les enseignants enseignent, et ce qu'ils enseignent n'est quand même pas anodin, justement ça renvoie à la question que tu poses.

Marie-Pierre VIEU. Simplement que, il y a quelques jours de ça, il y a eu un sondage qui est sorti, justement sur ces questions là et la majorité des étudiants disait qu'ils s'ennuyaient à l'Université, et ils reprochaient particulièrement à la fac, à l'Université, au contenu des programmes, de ne pas être assez en phase avec la vie, et ils plébiscitaient quasiment les stages en lien avec l'entreprise, avec la vie plus généralement. Et en même temps, les étudiants disaient que, malgré tout, ils trouvaient que le bagage culturel qui leur été offert à l'Université était quand même intéressant, et qu'ils souhaitaient avoir un minimum culturel. Je pense qu'il ne doit pas y

avoir d'anachronismes entre former des intellectuels d'une part, et avoir et une formation en prise avec la vie. Bien au contraire, je dirais quand même qu'il y a deux choses qui me semblent vraiment très importantes par rapport à ça, c'est, une, que la recherche continue à vivre et traverse tous les contenus des programmes de l'enseignement supérieur en général. Et d'autre part, je pense que ça doit vraiment nous interpeller là aussi sur la manière dont nous, les syndicats, on s'adresse aux étudiants, parce que je crois que, dans chaque mouvement, dans tout ce qu'on dit, dans ce qu'on met justement dans l'état d'esprit des étudiants, des jeunes et des aspirations, il faudrait qu'il y ait à la fois tout le niveau quantitatif, mais à la fois tout le niveau qualitatif. Et c'était demandé par le mouvement étudiant, il y avait plein d'étudiants qui nous disaient : " nous, on ne fait pas que mendier, on ne demande pas que des moyens." Ce qu'ils disaient par là, c'est bien sûr qu'aujourd'hui, on n'a pas de quoi développer un service public d'enseignement supérieur, mais le fait qu'il y avait besoin, aujourd'hui, de développer la connaissance, et que la connaissance n'est pas à sens. Je crois que c'est vraiment une condition de l'époque pour répondre aux enjeux. Là non plus, ce n'est pas gagné, il y a une bataille qui rode, et on n'est pas toujours à ce niveau-là, justement.

Les aspirations du milieu étudiant en 1995.

Jacques KERGOAT : Est-ce que ces revendications là sont apparues lors du mouvement de décembre, je sais que les uns et les autres, vous mettez souvent l'accent sur le fait que **le mouvement de décembre a une caractéristique importante, c'est l'aspect positif des revendications étudiantes, rompant peut-être avec un passé un peu défensif sur un certain nombre de choses. Mais comment voyez-vous ça, pensez-vous que telle ou telle des aspirations du milieu ont été plus présentes, que telle autre est un peu passée sous le boisseau ?**

Marie-Pierre VIEU : Sur le contenu même du mouvement, il y a une évolution, on le voit, depuis le projet Devaquet jusqu'à maintenant, il y a à la fois le fait que, oui, on lutte pour nos facultés, qui soient des facultés qui refusent la sélection à l'entrée, et une faculté avec plus de

moyens et le développement du service public, mais, de plus en plus, fait aussi partie intégrante de nos revendications, la question que, se battre pour ça, c'est se battre pour notre avenir. Depuis le CIP, il y a toute une accroche avec le monde du travail et la question de l'insertion professionnelle. Il y a le refus de toute sélection, le fait qu'aujourd'hui à l'Université, l'étudiant doit être un investissement pour l'Etat et non pas un coût, avec toutes les questions autour du service public, il y a des questions autour de l'aide sociale. Je n'ai pas vu la question de l'allocation d'études sur la plate-forme du mouvement de novembre-décembre, mais en tout cas je suis sûre d'une chose, c'est que dans ce mouvement, ce qui s'est affirmé là aussi, c'est que, de la même manière, l'étudiant doit être un investissement et on ne peut pas continuer, avec le niveau actuel des bourses, on ne peut pas continuer non plus sur la question de l'ALS, etc... et enfin, je crois que ce qui a été fort aussi, c'est l'aspect citoyenneté de l'étudiant, solidarité et entraide, et le fait que leur communauté universitaire, elle est plurielle, il y a des différences, il y a des étudiants étrangers, il y a les étudiants français, et que c'est l'entraide qui va faire qu'on va tirer tout ce service public vers le haut.

Pouria AMIRSHAHI. C'est à partir de 1993 qu'il faut essayer de comprendre la manière dont le syndicalisme étudiant et le milieu étudiant lui-même évoluent, et d'une certaine manière comment le milieu étudiant mûrit. Le mouvement étudiant mûrit quand il est en mouvement, et lorsqu'il est amené à porter un certain nombre de revendications. Parce que sur les trois aspects que j'ai développés tout à l'heure, j'ai mis sur un pied d'égalité l'entrée, la période d'études et la sortie, donc la question de l'emploi. Evidemment, il y a eu le mouvement sur l'ALS, qui n'était pas un petit mouvement, c'était même la prémisse d'un grand mouvement budgétaire en 1993. Et on avait lancé une pétition, justement sur le décret Veil, et sur le fameux amendement Auberger, qui a quand même mobilisé pas mal de monde, notamment dans les villes universitaires en Province. Donc la question sociale, elle a émergé. Deuxième élément, la question de l'emploi : le CIP, c'était la

question du droit à l'emploi exprimé en tant que tel dans les pancartes, dans les banderoles, dans les assemblées générales. Il y avait une pancarte qui était révélatrice et qui était le symbole, c'était : "Papa, j'ai trouvé un emploi, le tien.". Elle était très révélatrice, non seulement de cette revendication du droit à l'emploi, mais de la prise de conscience du risque d'une concurrence intergénérationnelle, entre les anciens, entre les "vieux" entre guillemets, et les jeunes. Et sur la question du droit aux études, des moyens qui sont nécessaires pour y arriver, bon là, essentiellement le mouvement de novembre-décembre, qui effectivement a réussi à rassembler pour la première fois plusieurs centaines de milliers d'étudiants, même si ce n'était pas un mouvement étudiant stricto sensu, c'était un mouvement universitaire, avec cet aspect-là, c'est qu'il y avait des enseignants, il y avait des IATOSS, et c'est la première fois qu'on les voit main dans la main, ensemble, de manière aussi massive et de manière aussi durable. Dans tout le mouvement étudiant, il y avait la revendication, localement et nationalement, de ces deux éléments en positif : loi de programmation budgétaire, statut social étudiant.

Jacques KERGOAT : Merci. Qui veut intervenir ?

Willy. Une donnée qui à mon avis était majeure dans le mouvement étudiant, c'est la donnée de la démocratie, de la participation et de la décision des étudiants. Cette question me semble fondamentale pour aborder la question de l'alliance syndicale et de l'union. Je la pose aux deux présidents.

Stéphane. Je participe aux travaux dans le cadre du GERME, mais là c'est plus parce que j'étais à l'UNEF-ID il y a encore quatre ans, et maintenant je représente une municipalité dans une commission sociale d'établissement. Ce qui m'a étonné en 1995, par rapport à ce que j'avais connu, mais même par rapport au mouvement du CIP, c'est le calme, la maturité, le fait que chez moi, ce sont des étudiants non-syndiqués qui faisaient la grève, mais qu'ils la faisaient avec l'aide des deux UNEF.

Dolorès. Les étudiants de l'enseignement supérieur constituent une armée de réserve aussi pour le patronat dans le sens où ils sont

dans ce jeu de concurrence avec les salariés, puisqu'ils acceptent n'importe quoi, à n'importe quelles conditions de travail, pour pouvoir continuer leurs études. Ce qui a renversé cette logique, c'est le mouvement de décembre. Les derniers grévistes marseillais se sont battus notamment pour les jeunes, pour qu'ils aient les mêmes statuts qu'eux, qu'ils aient les mêmes acquis et le même droit du travail que les salariés plus anciens. C'est la responsabilité du mouvement étudiant à l'heure actuelle d'organiser la riposte à cette tentative de concurrence.

Philippe : Je suis enseignant. Je suis un peu surpris d'entendre de la part des deux présidents une vision : aujourd'hui les étudiants disent les choses en positif, c'est très très nouveau, et avant, vraiment, il n'y avait pas de choses en positif, et donc je suppose que ça devait être "des gommes et des crayons". Pourtant il me semble que si on regarde par exemple la plate-forme du mouvement de novembre-décembre 1986, il y avait des choses, en termes de débats sur l'allocation d'études, ou y compris sur la question du racisme, sur la question de la loi de programmation budgétaire, j'ai l'impression que c'était déjà des éléments qui étaient avancés depuis pas mal de temps. Par contre il y a un aspect, je crois que c'est là-dessus qu'il faudrait insister, l'aspect à mon avis nouveau, c'est la préoccupation de l'emploi, qui est à mon avis liée y compris à la récession qu'il y a eu en 1991-1992 etc... et qui a fait que la préoccupation du chômage est venue au devant de la scène ; et moi la question que je voulais poser aux deux présidents, c'est comment, au niveau des deux UNEF, cette question est prise en compte, quels sont les éléments revendicatifs qui sont avancés par rapport au débat qu'il peut y avoir dans le mouvement syndical plus généralement, et quel rapport aussi ont eu les deux UNEF par rapport à des mouvements sociaux tels que Agir contre le chômage, la marche des chômeurs qu'il y a eu il y a deux ans etc... et comment ils envisagent aujourd'hui cette question.

Rapports du syndicalisme au mouvement de masse, autoorganisation.

Jacques KERGOAT :

Bien. On va passer la parole à Marie-Pierre et Pouria. Par ailleurs, la question suivante, qui devait porter sur **le rapport au mouvement de masse et sur l'autoorganisation**. Mais des questions sont venues dans le débat dès maintenant ; il serait aussi simple de répondre maintenant à la question qui a été posée. C'est à dire : c'est de notoriété publique que les uns et les autres, vous avez eu des problèmes en décembre, avec l'autoorganisation du milieu, la coordination telle qu'elle existait. Je suppose que pour certains d'entre vous la question reste largement ouverte. J'ai cru comprendre qu'il y avait, non pas des autocritiques, en tous cas je ne me permettrais pas de faire des autocritiques à la place des autres, mais des débuts de réflexion critiques qui existaient. Pouria, est-ce que tu peux commencer ? Ou Marie-Pierre ?

Marie-Pierre VIEU : Non, ça m'est égal...

Pouria AMIRSHAHI : J'aime bien la manière innocente avec laquelle la question est prise.

Jacques KERGOAT : Mais ce n'est pas une question innocente.

Pouria AMIRSHAHI : J'ai bien compris. Moi je vous le dis tout de suite, je n'ai pas eu de problème pendant ce mouvement. Je pense que l'UNEF-ID, je pense que l'UNEF-SE, je le dis franchement, ont été en phase avec ce mouvement là. Dans leurs revendications, dans la manière dont elles ont fait débiter, et dont elles ont organisé, encadré, partout, localement, nationalement... Je le dis sans complexe, ni arrière-pensée, et je pense que d'une certaine manière, les résultats aux élections au CROUS, du fait du score des deux organisations syndicales, fait que, y compris s'il y avait besoin de se justifier par rapport à des étudiants sur l'attitude de l'UNEF-ID, c'est d'une certaine manière tranché, parce que ceux qui étaient en mobilisation ont voté. Je n'ai aucun problème, aucun... aucun. Ni au début, ni pendant, ni au milieu, ni après, ni à la fin : aucun. Par contre, il y a des questions qui se posent : plusieurs. Il y a une première question sur la manière dont le mouvement s'est organisé, et là je veux bien renvoyer au débat sur les relations avec une, ou des, structures appelées coordinations. Et je veux bien rentrer dans le vif du sujet. Ce n'est pas ma première année de mouvement, ce

n'est pas mon premier, je verrai, on verra si c'était mon dernier, des coords, j'en ai vues, des mouvements aussi, des assemblées générales aussi. Mais cette fois ci, du côté des salariés les organisations syndicales ont joué leur rôle, ont rythmé les choses, ont donné des dates, ont encadré et donné les moyens de réunir leur milieu. Il y a eu des assemblées générales, avec un cadre de débat qui a fonctionné, de la manière la plus démocratique possible, il n'y a pas eu chez les salariés de coordination, contrairement en 1986, contrairement à 1991, contrairement à 1992. Du côté étudiant, il y a eu des intersyndicales : elles ont servi, elles ont joué un rôle, elles n'étaient pas inutiles, elles ont stimulé, elles ont donné des dates, elles ont rythmé un certain nombre de choses, eh bien je pense que c'est vrai. Après il y a un autre aspect : c'est que la mobilisation sur le terrain, c'est pas quatre militants professionnels. Il n'y a pas de mouvement, s'il n'y a pas de milieu en mouvement. Et de ce point de vue là, le témoignage de Stéphane est intéressant. Parce qu'à partir du moment où le syndicat joue son rôle, et qu'il y a une prise de conscience par le milieu étudiant de ce qui se passe, il y a une appropriation du mouvement par lui-même. Et de ce point de vue là vous avez eu pour la première fois, pour répondre à ta question, un mouvement exceptionnel, qui a été construit, intellectuellement et physiquement : construit, élaboré, où les revendications étaient discutées, etc... et où chacun avait sa place, qu'il soit syndiqué, non-syndiqué, etc... et que la volonté unitaire était très très forte. Non pas que le mouvement ne pose pas de question, il en pose plein ! Toutes les assemblées générales locales étaient représentatives, parce qu'elles étaient massives, il y avait des milliers d'étudiants là-dedans, des milliers, ils étaient plus de trois mille à Montpellier en assemblée générale. Mais par rapport à la coordination, en tout cas les deux dernières, celles où il y eu, et il n'y aurait pas du avoir, affrontement physique entre les uns et les autres... il n'y aurait jamais du avoir ça, les services d'ordre etc, etc... bon, tout le monde sait de quoi on parle les uns et les autres : elles n'étaient pas représentatives du mouvement étudiant, je le dis sans problème. Je ne dis pas que l'apport des coordinations n'existe pas : l'histoire du mouvement étudiant est faite de

coordinations ; je ne dis pas que cette coordination ne représentait rien parce que d'une certaine manière elle signifiait un certain nombre de choses. Mais ce que je dis, c'est que ces coordinations étudiantes, parce qu'elles n'étaient jamais les mêmes, ni composées de la même manière, n'avaient rien à voir... Oui je suis long, mais tu poses une question, Jacques, qui devrait prendre une journée à elle toute seule. Moi je te jure, pour ma part elle m'a pris deux jours entiers. Donc puisque tu me la poses je vais prendre un peu de temps... donc, ces coordinations n'avaient rien à voir avec celles de 1986. La coordination en tant que telle, c'est quelque chose qui est légitime lorsqu'elle émane des assemblées générales. Or, là, il y a eu un certain décalage entre les deux. J'en donnerai un seul exemple : lorsque qu'on dit : la coordination disait qu'il fallait se battre sur une plate-forme non négociable, avec des points indifférenciés, qui étaient complètement liés les uns aux autres... mais les faits le plus en mouvement, elles ne suivaient pas ça. Rouen ils demandaient 12 millions, ils en ont eu 9, ils ont dit : d'accord ! Ils demandaient 280 postes, ils en ont eu 220, ils ont dit : d'accord ! Metz, ils demandaient 11 millions, ils en ont eu 7, ils ont dit : d'accord ! *(intervention de la salle)* Oui c'est vrai, dans d'autres endroits ça a continué, de manière très massive, sur un mot d'ordre " unité avec les salariés ". C'est vrai ce que tu dis. Mais je parle du mouvement étudiant sur sa revendication propre, et de ce point de vue là, de ce point de vue là, il y a eu un décalage entre ce qui se disait localement, ce qui se faisait localement, ce qui se négociait localement, par des élus des assemblées générales, dans lesquelles il y avait des syndiqués et des non-syndiqués, et ce qu'à un certain moment, pouvait dire la... ou les coordinations nationales. Alors... Qu'il y ait eu à réfléchir, et qu'il y ait à réfléchir a posteriori sur le rôle des organisations syndicales, sur le rôle des organisations et sur la manière dont elles ont encadré, parfois suivi, parfois répercuté les mots d'ordre du mouvement, c'est une chose, il y a eu des failles, il y a eu des faiblesses, mais d'un autre côté, la coordination, ou les coordinations, n'étaient pas, au moment où elles se sont mises en place, représentatives du mouvement étudiant

tel qu'il s'exprimait. Elles exprimaient quelque chose, je ne dis pas le contraire, mais elles n'étaient pas représentatives du mouvement tel qu'il...

Jacques KERGOAT : Bon, Pouria, il faut vraiment que tu ... merci. Marie-Pierre.

Marie-Pierre VIEU : Moi je pense en même temps que le débat, il faut l'avoir, quoi, parce que le caractère vraiment particulier de ce mouvement étudiant, ça doit nous interpeller, et pour chacune des organisations, et puis sur le travail qu'on peut faire en commun. Moi je crois que le mouvement étudiant, on le sentait venir, et puis en même temps, ça nous a sauté à la figure, et je crois qu'on a été, nous, au pied du mur, les syndicats étudiants, non sur le contenu du mouvement en lui-même, en termes revendicatifs, mais sur le rôle des syndicats dans ce mouvement étudiant. Moi par exemple, je pense qu'un syndicat étudiant, sa vocation dans un mouvement aujourd'hui, c'est d'abord de se mettre à la disposition des étudiants pour faire émerger leurs exigences, et pour construire un mouvement. Et je crois que, là-dessus l'UNEF-ID n'a pas joué le jeu. Ce mouvement en effet, quand on disait qu'il s'est construit en route, c'est qu'il ne s'est pas structuré au départ, nationalement, contre un projet, mais il s'est construit à la base dans les AG, par rapport à une rentrée. Et à partir de là, je crois qu'il s'est enraciné très fortement, un petit peu comme a pu le faire le mouvement social au départ, et avec des exigences très fortes, et avec des structures appropriées. Et je crois que si le mouvement social des salariés pouvait se construire avec les syndicats, je pense que dans l'état de la structuration actuelle de nos syndicats, c'est un peu illusoire de penser qu'on allait réunir une intersyndicale, l'UNEF et l'UNEF-ID, et que cela allait suffir. Nous, c'est pour ça que dans notre démarche, on s'est mis vraiment, à un certain moment, à la disposition des étudiants pour aller jusqu'au bout de la démocratie, et pour faire en sorte que ce soient eux, avec des syndiqués et des non-syndiqués dedans, qui construisent ces revendications. La coordination nationale, elle n'était pas moins légitime qu'une autre coordination nationale ! Moi, ce que j'en sors de ce mouvement, c'est que, c'est vrai que c'est dur d'unifier le milieu étudiant. C'est vrai que le mouvement étudiant

est pluriel, qu'il y a des syndicats étudiants, qu'il y a au-delà, pas seulement des corpos, mais des étudiants qui se structurent entre eux pour défendre des droits, et parfois sur des bases très très revendicatives, et qu'aujourd'hui pour avancer, il va falloir partir de tout ça, et créer une dynamique collective. Et donc je vais... pas passer du coq à l'âne, mais pour aller jusqu'au bout, moi je crois qu'on se rend compte, me semble-t-il, qu'il y a de plus en plus les conditions qui sont créées pour trouver des dénominateurs communs où on pourra avancer ensemble, dès lors que justement on n'en fait pas une lutte d'appareil, mais dès lors qu'on la construit, qu'on la construit vraiment avec tout le monde, et je crois que vraiment, entre l'unité d'action aujourd'hui, et la réunification des appareils, je pense qu'il y a à trouver, et il y a à travailler sur quelque chose d'intermédiaire, quelque chose de très vivant, qui permette aux étudiants de faire un pas en avant. Plusieurs fois moi, j'ai été interpellée sur cet aspect : "mettez-vous d'accord, parce que nous dans la salle, en gros, on s'en fout que ce soit l'UNEF ou l'UNEF-ID" Qu'est ce qu'on fait aujourd'hui, pour mettre sur papier, sur tableau tout ce qu'on a en commun, et choisir ensemble les priorités. Et je crois que ça, moi c'est la première fois que je le voyais, vraiment, et sans a priori, et je crois que c'est pas un hasard, c'est pas un incident, ça va se poursuivre. Et nous vraiment, il faut réfléchir à accompagner ça, voire même à l'accélérer, parce que on a d'autres responsabilités, parce que les mauvais coups vont de plus en plus accélérer la riposte, et ça doit quand même créer des conditions d'unité plus que des clivages. Voilà

Jacques KERGOAT. Merci. Avant de repasser la parole à Pouria et à Marie-Pierre sur la question suivante, deux mots quand même sur cette affaire de la relation à l'autoorganisation ou aux coordinations, juste avec innocence. Il y a deux problèmes de natures différentes : il y a un problème, qui est le jugement qu'on porte sur tel type d'autoorganisation, sa signification, sa représentativité etc... et puis, il y a un autre problème, qui est le problème général, qui est le rapport qu'on entretient avec les mouvements d'autoorganisation, sur la

tradition qui a toujours fait que ce soit LE syndicat qui prenne en charge la conduite des luttes, et la minimisation des phénomènes d'autoorganisation par rapport à ça. Bon. Ces deux questions là, moi je veux bien qu'elles soient distinctes, mais les deux, les DEUX, ont leur importance. Elles méritent d'être traitées. Pour quelle raison ? Parce qu'évidemment, ça a quelque chose à voir avec la manière dont on peut concevoir l'unité, l'unité d'action, l'unification, les rapports entre les uns et les autres. Je sais bien que, sur ces problèmes : unité, unification, organisation, syndicat commun etc... vous avez parfois, pour certains d'entre vous en tout cas, une manière de répondre qui est : " le problème n'est pas celui de la fusion de deux appareils, il est celui disons, de la manière dont le milieu étudiant s'unifie, se regroupe, se rassemble etc... Je comprends tout à fait cette réponse là, plus souvent entendue du côté de l'UNEF, je la trouve absolument viable, à condition que ce ne soit pas une manière de contourner le fait qu'il y a bel et bien deux organisations syndicales qui existent à l'heure actuelle. Pourquoi tout cela a un lien ? Parce que, à l'évidence, on voit bien, les uns et les autres, et vous le voyez tous je suppose, qu'il ne suffit pas de parler de la réunification, que reste par rapport à ça, à déterminer les chemins, à accumuler les actes, à trouver les garanties, les étapes, les avancées etc... qui permettent d'aller sur ce chemin là.

Unité et unité d'action.

Jacques KERGOAT. Voilà, c'était pour introduire à cette **nouvelle question : l'unité, ou l'unité d'action** : est-ce que c'est Pouria, est-ce que c'est Marie-Pierre ?

Pouria AMIRSHAHI. Je veux bien commencer. Bon, je vais répondre mais... je voudrais d'abord revenir sur la question : celle que tu évoquais tout à l'heure, c'est-à-dire la synthèse, à partir de 1986, entre culture syndicale stricto sensu et culture d'autoorganisation, d'AG, etc... donc la relation entre le syndicalisme et l'autoorganisation, donc entre l'appareil et les masses, pour prendre un vocable syndical fréquemment employé, comment il se situe, à quel niveau il se situe etc... et de ce point de vue là, oui, Jacques, tes questions sont distinctes, je considère qu'il y a eu de ce point

de vue là, dans toutes les assemblées générales de ce mouvement là, de ce récent mouvement là, une synthèse, à mon avis, qui s'est perfectionnée. Moi, je n'ai pas vu de militants de l'UNEF-SE, de militants de l'UNEF-ID, avoir peur de leur sigle. Je les ai vus au contraire dynamiques, encadrant, animant etc... Ce n'est jamais très facile, parce que, à tel endroit ou tel endroit, selon qu'on est implanté ou pas implanté... Ce que je veux dire, c'est que toutes les militantes et tous les militants des deux organisations, ont joué leur rôle, et que le courant est bien passé, voilà. Maintenant, par rapport à la réunification : l'UNEF-ID est née d'une réunification du mouvement étudiant, première réunification en 1980. A chaque congrès successif, depuis 1980, elle a à chaque fois voté une motion, un appel, et un texte, pour une réunification du mouvement étudiant. A chaque fois, à chaque fois, nous sommes restés seuls. D'une certaine manière on peut comprendre qu'à posteriori, en 1982, quand on dit réunification avec l'UNEF-Re, avec qui les rapports étaient très tendus, c'était plutôt de l'effet de tribune. Bon. Aujourd'hui les choses ont changé, et moi je pose la question très simplement : si j'ai parlé de maison commune, au congrès de l'UNEF-SE, et si j'en ai reparlé à Marie-Pierre, c'est que je crois qu'aujourd'hui il n'y a rien, je dis bien rien, qui ne puisse pas être exprimé dans un seul cadre, aucune des questions que se pose le mouvement étudiant, et le syndicalisme étudiant aujourd'hui, y compris - je vais être provocateur - chez certaines fédés de la FAGE, franchement... Qui est pour la sélection ? Qui est pour virer les étudiants étrangers des Universités ? Qui est pour une dévalorisation des diplômes ?... Il y avait peut-être à une certaine époque des vraies cultures syndicales différentes : est-ce qu'on participe aux Conseils d'Université ou pas ? Est-ce qu'on gère les aides ou pas ? Est-ce qu'il y a une culture participative ou pas ? Est-ce qu'on défend le fait syndical ou d'abord l'autoorganisation, etc... Donc des vrais débats de fond. Aujourd'hui je pense qu'ils sont en passe d'être dépassés, parce que en passe d'être parce qu'il y a eu un processus d'homogénéisation. Ca ne veut pas dire qu'on va faire la réunification en claquant des doigts. Mais le discours sur "Unité d'action, oui ; réunification, non !" il ne me convient pas.

Rien, aujourd'hui, dans l'absolu, ne mérite la division, tout peut être dit dans un même cadre, mais il faut, et c'est toute la complexité de la chose, il faut que ce même cadre existe, pour pouvoir parler ensemble. Et donc, ce n'est pas simplement l'unité d'action : l'unité d'action on l'applique toujours depuis, je crois, 1993, avec des hauts et des bas, ça marche plutôt bien, objectivement... Mais pour répondre à ta question, Jacques, je ne justifie pas, aujourd'hui, l'existence de plusieurs organisations. Après, c'est une question de temps, parce qu'il y a des cultures différentes, une histoire différente qui fait que tout ça prend du temps, voilà.

Marie-Pierre VIEU : Moi, je trouve que la question est simple et complexe à la fois : c'est-à-dire que ce n'est vraiment pas un doux euphémisme que de dire qu'on a des cultures différentes. Mais vraiment pas. A la fois sur le fond et sur la forme, parce que, moi, très sincèrement, il y a des moments où je me disais : si on avait pas le terme commun "UNEF", est-ce qu'on se poserait vraiment la question ? Parce qu'il y a des moments où on peut se retrouver sur des revendications précises, mais que, dans le même temps, on a une manière de voir les choses qui diffèrent... Ce qui ne veut pas dire que je pense qu'il faille continuer à vivre parallèlement sans faire en sorte qu'on se rapproche et qu'on se conjugue en termes structurels. Pour aller rapidement, je crois qu'il ne faut pas partir du cadre, et après parler du contenu, il faut parler d'abord du contenu, et, après, du cadre qu'on peut trouver. En même temps, quand je dis "unification d'appareils, je n'en veux pas", ce qui est clair, c'est que ce à quoi on doit travailler, ça doit vraiment dépasser ça, c'est-à-dire que ce ne soit pas une force qui soit l'addition de nos deux forces, mais qu'il faut créer une dynamique bien plus large : ce qui reste majeur, même si il y a un regain plus fort vis-à-vis des syndicats étudiants, c'est que beaucoup d'étudiants ne se retrouvent pas dans les syndicats étudiants, et que ce soit dans l'UNEF ou dans l'UNEF-ID. Et je crois que si on veut construire quelque chose, il faut travailler à partir de ça, et voir pourquoi. Et moi, l'une des raisons que je vois, c'est que, d'abord, que ce soit l'UNEF ou l'UNEF-ID, on n'est pas obligatoirement perçus comme

des structures ouvertes, en phase avec les préoccupations des étudiants, et utiles aux étudiants. Et je crois que, vraiment, il faut travailler avec tout ça, il faut travailler avec tout ce qui existe dans le milieu étudiant. Pour avancer, je crois qu'il y a quelques années, le président qui t'avait précédé, avait parlé d'une Confédération de la Jeunesse Scolarisée. Je trouve que l'idée était révolutionnaire, même si ce qu'il mettait dedans n'était pas complètement peut-être ce qu'on attendait. Mais enfin, je crois qu'aujourd'hui, il faudrait créer une dynamique à ce niveau là. Mais je crois aussi que, vraiment, il ne suffit pas de voter une position de principe en congrès, c'est pas : d'un côté certains qui veulent la réunification, de l'autre côté d'autres qui sont fermés. Je crois que c'est en mettant en commun ce qu'on a de forces et à la fois nos insuffisances, et Dieu sait si on en a ! en regardant tout ce qui est le milieu étudiant, en se donnant des structures ouvertes qu'on avancera ! Il me semble que dans la dernière période, on a avancé. Ça ne suffit pas. Mais en tout cas, ça fait quelque chose qui est dans notre paysage, ce qui n'était pas le cas il y a quelques années.

Jacques KERGOAT : Qui veut intervenir ?

Robi : J'ai vécu, là, en tant qu'acteur, l'unification MAS-UNEF-US. Je faisais partie d'un petit courant, on s'est battu pour que ce ne soit pas une unification d'appareils. On a obtenu des Comités d'Action pour la réunification censés être ouverts sur tous les étudiants, et pas simplement l'addition des forces. C'est vrai que ça demandait, pour que ça passe dans la pratique, un rapport de force militant, des gens qui ne signent pas simplement sur le papier, mais qui soient d'accord sur le fond. Ce n'était pas forcément le cas. Ce que je tire un peu de l'expérience, c'est quoi ? C'est : on ne peut pas dire d'un côté "unification non, unité d'action oui", parce que ça ne résout pas le problème. Dire d'un autre côté "bon, c'est l'unification ou rien du tout" non plus, parce que comme dirait l'autre "qui peut le plus peut le moins". Les deux UNEF aujourd'hui, sont beaucoup moins différentes qu'elles ne pouvaient l'être en 1971. Il y a forcément vingt ans d'histoire, ou vingt-cinq ans d'histoire de chaque côté, organisationnelle, ça laisse des traces ! Mais,

franchement, du point de vue du fond il y a souvent des recoupements qui s'opèrent au delà des étiquettes des uns ou des autres. Moi, je ne néglige pas l'aspect : Si l'unification de deux forces peut être mieux que istence séparée, même si c'est pas encore la réunification du monde étudiant dans son ensemble, mieux vaut faire petit que de rester chacun encore plus petit dans son coin. Mais est-ce qu'il ne faut pas réfléchir à une autre idée : est-ce que le terme réunification est bon ? Est-ce qu'il ne s'agirait pas plutôt de, non pas reconstruire, mais de reconstituer un mouvement syndical étudiant, en prenant dans le passé, effectivement, ce qu'il peut y avoir de positif, sans l'embourber, et en l'enrichissant de tout ce qu'il y a eu de nouveau ? Moi, je pense que c'est ça l'essentiel.

Laurent. J'ai envie de revenir sur le décalage entre les actes et les paroles. Je voudrais juste donner un certain nombre d'événements. Parce que j'étais au Bureau National de l'UNEF, et à un moment donné, il y a eu un changement de direction dans l'UNEF-ID, et on s'est dit "Qu'est-ce qui va passer, qu'est-ce qui va se passer ?" parce que le mot d'ordre de réunification était revenu très fort dans le discours de l'autre organisation. Par exemple, le premier test, à mon avis, c'était les Etats Généraux, où, au départ, Pouria, on a vraiment eu le sentiment que les Etats Généraux de l'Université allaient être organisés conjointement par l'UNEF et par l'UNEF-ID. Et c'est une perspective que nous n'aurions pas refusée ! Finalement, on a été des invités comme les autres, au même statut que des dizaines d'autres personnes. De la même façon, quand nous avons fait, pendant le mouvement étudiant, puisque je pense qu'il y a un certain nombre de dates qu'il faut rappeler, des Assises du mouvement, des Assises qu'il était possible d'organiser conjointement, on ne peut pas dire que le refus soit venu de l'UNEF ! Enfin, ce colloque a commencé, a démarré avec la colère de Paul Boucher, le rédacteur de la Charte de Grenoble, sur le fait que, même là, on n'était pas capable, les deux UNEF, d'organiser conjointement le colloque jusqu'au bout, que ça témoignait des divisions, et ça le mettait en colère. Je comprenais très bien ! Je fais partie,

pour l'UNEF, des organisateurs du colloque. Mais je finirai par une note optimiste : pendant cinq mois au moins, pour ce colloque, on a construit, on a organisé quelque chose en commun, et pendant cinq mois, on s'est engueulé, on n'était pas d'accord, on a échangé des arguments, on avait réussi à faire un programme, je pense, avec ses défauts, etc... Mais on a fait quelque chose d'intéressant, qui a apporté quelque chose à la fois aux chercheurs et aux militants, et ça ce n'est pas mal. Et même s'il y a eu un petit mois qui, à la fin du parcours, a un petit peu gâché la sauce, c'est quand même pas mal du tout.

“ Maison commune ” et réunification.

Jacques KERGOAT : Merci. Avant de redonner la parole à Pouria et à Marie-Pierre, je voudrais **poser la question sur la “ maison commune ”, sur une organisation syndicale commune.** Moi, je comprends bien, quand on pose cette question-là au niveau du mouvement ouvrier dans son ensemble, qu'on me dise, quand on parle de la politique de Viannet et de celle de Nicole Notat : “ Quand même, il y a des différences ! Ca prendra du temps etc... ”. J'entends un peu. Mais, Marie-Pierre, “ Nous avons des cultures qui sont différentes, et si on ne s'appelait pas UNEF, je ne verrais pas très bien, je ne suis pas sûre que le problème se poserait. ” Les cultures, dans le mouvement ouvrier et dans le mouvement syndical, il y en a vraiment beaucoup ! S'il devait y avoir autant d'organisations syndicales que de cultures, on serait assez mal parti ! Sur les pratiques, j'entends mieux, mais comme je ne suis pas disposé à décerner un label de perfection à cent pour cent sur les pratiques à l'une ou l'autre des organisations syndicales étudiantes, ça m'interroge aussi ! Se demander : qu'est ce qui ne peut pas être discuté dans une organisation commune entre les deux UNEF à l'heure actuelle, très honnêtement, je trouve que c'est une vraie question, du moins si on part du principe que dans une organisation syndicale, tout le monde n'est pas forcément d'accord sur tout avant même que la discussion ait commencé ! Ca va nous amener au débat suivant aussi, mais quelles sont vraiment les raisons de fond qui empêchent que les débats, évidemment nécessaires, aient lieu dans un cadre commun.

Je trouve que c'est une vraie question, alors je repasse le micro à Marie-Pierre, en espérant une réponse !

Marie-Pierre VIEU : Je crois que la réponse, elle est aucune, aucune raison. Il n'y a aucune raison de fond, mais en même temps, faut-il qu'il y ait d'abord cadre commun, pour commencer à entamer les discussions ? Avec l'UNEF-ID, avec d'autres composantes également. Je pense à certaines composantes de la FAGE. Et avec une idée, que je n'ai pas mise tout à l'heure, mais vraiment à laquelle je tiens, et une idée force, parce que ça conditionnera tout l'édifice, c'est que s'unifier, ce n'est pas unifier autour d'une des composantes, mais c'est unifier l'ensemble autour de ce qu'on avait en commun, en tirant tout ça vers le haut, et pour mettre en avant les étudiants !

Pouria AMIRSHAHI : J'avais été le premier à dire au congrès, Marie-Pierre, qu'une réunification, je ne la concevais pas comme une addition des deux UNEF, mais que tout ça se fait dans un processus dynamique. Par contre c'est vrai, après il y a toujours des “ mais ”, et la question de l'indépendance syndicale, de toute manière, sera une question... éternelle, propre au mouvement syndical dans son ensemble. Dans le mouvement étudiant se sont toujours posées des questions sur : l'UNEF-Renouveau puis SE, c'est le PC, l'UNEF-ID, c'était proche du PS, ou le PS ; et c'est vrai que le mouvement syndical ouvrier s'est structuré aussi en fonction de référents politiques. Mais le mouvement étudiant a cela de particulier, ça a été dit hier, qu'il a su, à des moments donnés de son histoire, avoir une représentation unique. C'est arrivé que l'UNEF soit la seule organisation étudiante. Donc, ça a une spécificité. Et la question qui est posée, ce n'est pas de savoir si untel ou untel est membre ou pas d'une organisation politique. Au Bureau National de l'UNEF-ID, il y a presque la moitié des membres qui ne sont membres d'aucun parti. Et d'autres qui sont membres de différents groupes. Le problème n'est pas là. Le problème est de savoir si on définit son orientation en fonction des intérêts du milieu, qu'on considère être ceux du milieu, et si, comment dire, les décisions surtout, se prennent au sein de l'organisation.

Les décisions. Et c'est pour ça que d'une certaine manière, je crois que le débat est un peu... biaisé. Les décisions, dans l'UNEF-ID, se prennent au 46, rue Albert Thomas, siège de l'UNEF-ID, tout simplement. Il y a peut-être eu des périodes où - et je ne citerai pas les noms, je ne citerai pas les personnes, etc, parce que ce sont des gens qui rentreront dans l'histoire et dans la mémoire de l'UNEF, avec un grand U - il y a eu des moments que moi, j'ai connus, où ce n'était pas le cas ! Où, malheureusement, le fait que les uns avaient des relations politiques avec des courants politiques nous amenait à une situation où ça bloquait le fonctionnement de l'UNEF (ID). Je le dis : aujourd'hui ce n'est plus le cas, pour l'UNEF-ID. Les décisions de l'UNEF-ID, la direction de l'UNEF-ID, qui est en place depuis maintenant un an, s'est imposée comme une direction indépendante. Et elle l'est. Qu'il y ait des affinités avec les uns ou les autres, de tel individu avec tel courant, qu'il y ait des tendances qui soient aussi le moteur etc... ce n'est un secret pour personne ! Mais ce qui définit la force syndicale, notre force syndicale, c'est, d'abord et avant tout, le fait que notre orientation est définie en notre sein ; ce qui crée toujours, et c'est sain, des conflits entre notre orientation syndicale et les rapports qu'on peut entretenir avec des partis ou des courants politiques. Moi, j'ai été amené à voir autant de fois Robert Hue que Lionel Jospin, ou que les présidents des groupes parlementaires à l'Assemblée de l'UDF et du RPR : Gilles de Robien et Péricard. Parce que le rôle de l'UNEF, c'est comme ça que je le conçois, moi, c'est de savoir qu'en tant qu'organisation syndicale, on est là tout simplement pour porter une revendication, au nom des étudiants, auprès des pouvoirs publics, quelle que soit la couleur de ces pouvoirs publics là, hormis un cas historique, celui de Vichy. C'est comme ça que je conçois notre rôle, le rôle du syndicalisme étudiant, et du syndicalisme en général. C'est ça qui garantit son indépendance. Mais comme il n'y a pas d'indépendance sans démocratie interne, sans contrôle interne. Pour nous, cela passe à la fois par le poids de nos associations, nos AGE, à la fois par le poids qu'ont nos adhérents, à la fois par la place qu'il y a pour le débat à travers l'existence des tendances, etc... fait que l'UNEF (...ID) aujourd'hui,

assume très facilement son sigle, et notamment par son caractère indépendant et son caractère démocratique. Et je crois que ça se ressent de plus en plus dans l'activité des militantes et des militants, dans l'orientation. Et moi, je constate une seule chose : je ne fais pas encore une fois - je finirai là dessus - de lien automatique etc, mais dans une période où l'UNEF-ID était souvent taxée d'être proche du PS, elle était à un certain niveau de poids, et à une période où elle l'est de moins en moins, je constate que le poids est différent. Voilà.

Indépendance et démocratie syndicales.

Jacques KERGOAT : Merci. Comme Pouria a largement entamé sur "**Indépendance et démocratie**", et avec l'accord de Marie-Pierre, je vous propose qu'on passe tout de suite sur cette question aux interventions de la salle, et Marie-Pierre et Pouria répondront et y reviendront après.

Gilles : La question de l'indépendance des syndicats étudiants, ce n'est pas la question : "où est la prise de décision". Cette question est importante, mais moi, je vous crois quand on me dit que c'est le Bureau National de l'UNEF-ID qui prend ses décisions. Le problème n'est pas qu'il y ait beaucoup de militants du Parti Communiste à l'UNEF ou qu'il y ait des militants socialistes à la direction de l'UNEF-ID, le problème est : est-ce que ces militants vont penser, est-ce qu'ils vont formuler des projets, des propositions, est-ce qu'ils vont les porter auprès des étudiants, ou est-ce qu'on va continuer à fonctionner, grosso modo, par slogans, par opposition entre réflexion et action ?

François : L'intervention de Pouria donnait l'impression que l'existence de tendances était un synonyme d'existence de démocratie, et moi, je voudrais dire que, sincèrement, il y a aussi des gens que ça rebute, à l'UNEF-ID, l'existence de tendances, sclérosées, qui luttent, au sein du Bureau National. Nous, on a des gens qui adhèrent à l'UNEF, parce qu'ils ne se sentent pas reconnus. La démocratie, c'est pas l'apanage d'un syndicat ou de l'autre.

Jérôme : Je suis actuellement prof et adhérent à la FSU. Si l'on parle de structures syndicales qui peuvent fonctionner en intégrant des

divergences, différences, et des courants de pensée différents, je trouve que la FSU est l'exemple même de cette structure qui marche, qui fonctionne. Et c'est vrai qu'on peut réfléchir à une structuration organisationnelle qui rassemble les deux UNEF, en ayant comme boussole le fonctionnement de la FSU. Et je crois qu'aujourd'hui, parler de la réunification, ce n'est pas repousser ça aux calendes grecques, c'est y réfléchir réellement aujourd'hui, parce que je me rappelle, lorsque j'étais à l'UNEF-ID, avoir mener des listes communes avec l'UNEF et l'UNEM, qu'on avait d'ailleurs appelées "intersyndicales", qui avaient très bien marché, ça s'était très bien passé, et c'est vrai que ces cultures, qu'on se jette à la figure, en disant "On n'a pas la même culture que toi!"... Ca interpelle toujours parce qu'on se dit : "En quoi je suis vraiment différent de l'autre ?" Je crois que le meilleur moyen de lever cette hypothèque, c'est de travailler en commun, à un niveau local, de passer de ce niveau local à un niveau national autour de structures organisationnelles ouvertes, qui permettent l'expression de toutes les différences, de toutes les tendances, et de toutes les cultures, qui ne sont pas forcément des cultures politiques. Voilà ce que je voulais dire.

Bernard : Marie-Pierre a parlé de différence de cultures, eh bien là on vient d'en effleurer une, c'est cette question du droit de tendance : moi je dis que je suis personnellement pour le droit de tendance, bien qu'étant - je ne me suis pas présenté - à l'UNEF à Lyon. Et, avec toutes les réserves qu'a faites François sur le fait que ça n'a jamais été une garantie - parce que, à l'époque où, Pouria, tu disais que les décisions se prenaient en dehors de l'UNEF-ID, il y avait quand même le droit de tendance dans les statuts. Donc, il faut trouver un moyen autre, complémentaire au droit de tendance ; et ce moyen là, effectivement, il n'y en aura pas de meilleur que l'élaboration - moi je rajouterais : l'élaboration à la base effectivement. Nous, concrètement, sur Lyon, on a eu un fonctionnement informel - qu'on a prolongé évidemment sur le mouvement, mais qui avait démarré dès la question des ALS, l'amendement Auberger au mois d'octobre, on avait une intersyndicale inter-campus qui n'était convoquée par personne, parce que ce

sont des militants qui se sont retrouvés là, et c'est tout : ils ont bossé, ils ont fait un tract, ils l'ont sorti, on a fait une manif, c'est pour ça que tout à l'heure tu as pu citer Lyon parmi les villes qui s'étaient mobilisées. C'est encore de l'unité d'action. Bien sûr, c'est déjà dans un cadre qui va plus loin que simplement : on se passe un coup de fil au niveau des appareils. Une autre question - excusez-moi de revenir en arrière, mais Marie-Pierre, tu as parlé tout à l'heure de confédération : ça pour moi, ce n'est pas un intermédiaire entre l'unité d'action et la réunification, c'est un échelon au-dessus, c'est un chapeau. La véritable situation intermédiaire, c'est de travailler ensemble et à l'élaboration, et à l'unité d'action, les deux ensemble, réellement à tous les niveaux, c'est-à-dire dans les AGE, et, j'insiste, en particulier dans les AGE de province, où souvent ces débats ne se posent pas.

Robi : Je voulais poser une question un peu provocatrice qui ne l'est pas tant que ça : dans quelle mesure les responsables syndicaux, les militants, les syndicalistes étudiants ne sont-ils pas les courroies de transmission de leurs syndicats dans leurs partis politiques ? Ca permet parfois aussi d'inverser les problématiques.

Jean-Marie : Effectivement, le problème de l'indépendance syndicale est régulièrement posé. Pourquoi ? Parce que c'est vrai que dans les syndicats étudiants il y a beaucoup de militants politiques. On ne peut pas le leur reprocher ! Maintenant, où est le problème ? C'est que l'UNEF plus l'UNEF-ID, aujourd'hui, ça fait un pour cent du milieu étudiant. C'est ridicule ! Et je crois qu'effectivement, cette question de l'indépendance syndicale, on tombera systématiquement dessus tant qu'on aura pas effectivement des structures fortes, des structures de masse, propres à structurer le milieu étudiant sur ses revendications. Et c'est pour ça que la question de la réunification, qui était soulevée tout à l'heure, est centrale ! Tant qu'il n'y aura pas une véritable dynamique unitaire propre à rassembler véritablement les étudiants, on achoppera toujours sur cette question de l'indépendance syndicale. C'est pour ça que j'interpelle les présidents des deux syndicats, qui sont là aujourd'hui, Marie-Pierre

et Pouria : **quels** moyens on se donne aujourd'hui, pour que le syndicalisme étudiant, ce ne soit plus un pour cent des étudiants, mais beaucoup plus que ça ; pour que le syndicalisme étudiant, ce soit ce que ça devrait être, c'est-à-dire le rassemblement des étudiants pour défendre leurs intérêts ?

Marie-Pierre VIEU : Non, je veux juste poser une question, parce que, j'écoute depuis cinq minutes, mais, pour renvoyer la balle dans la salle : on parle d'indépendance syndicale, et puis on parle en même temps de réunification, mais est-ce que je dois entendre par là que ce qui fait frein aujourd'hui à une réunification, ce serait le fait que l'UNEF-ID soit plus marquée par le PS, et l'UNEF plus marquée par le PC ? C'est une question, parce que personnellement, je pense que le frein, ce n'est pas celui-là ! Aujourd'hui, si la seule différence entre moi et Pouria, c'est que moi, je suis communiste, et que donc, moi je suis à l'UNEF, lui, il est à l'UNEF-ID, et qu'on ne peut pas travailler ensemble, y compris être dans le même syndicat, je crois qu'on se trompe un peu de débat ! Et en même temps, je crois qu'il faut vraiment parler de l'indépendance syndicale, parce que c'est une question qui nous renvoie à notre capacité à avancer sur notre propre identité, et à trouver les ressources en nous-mêmes.

Pouria AMIRSHAHI: A l'UNEF-ID, nous élaborons un projet syndical autonome, et indépendant, aujourd'hui. Indépendant ! Exemple : l'Allocation d'Etudes n'est pas reprise aujourd'hui par exemple par le Parti Communiste et le Parti Socialiste. On travaille à les convaincre. Et le fait, d'une certaine manière, de se battre pour que les partis, mais aussi les députés, les parlementaires, reprennent les propositions de l'UNEF, n'est pas un problème en-soi, au contraire ! C'est aussi le rôle de l'UNEF, de faire en sorte que notre orientation soit reprise aussi par ceux qui à un moment donné, sont amenés à prendre des décisions. En ce qui concerne le fonctionnement interne, tu parlais du droit de tendance. Mais si dans une organisation, tu ne veux pas te mettre dans une tendance, c'est ton droit ; par contre tu ne peux pas empêcher les gens de se rassembler dans une tendance s'ils le souhaitent. Donc c'est un débat qui, à mon avis, est un peu biaisé, là aussi. Dans une

organisation a fortiori, parce que ça existe dans tout le pays, que c'est un droit constitutionnel, il y a le droit d'association. Donc a fortiori dans une organisation, s'il y en a qui veulent s'associer, qu'ils le fassent ! Ça me paraît un principe de base, élémentaire, du fonctionnement démocratique d'une organisation dans un pays démocratique, tout simplement.

Conclusion du colloque :

Jacques KERGOAT : Je voudrais vous remercier tous et toutes. Je voudrais rappeler que l'idée de ce colloque revient à Marie-Pierre VIEU, et à l'UNEF, qui nous ont signalé, le 22 juillet dernier pour être très précis, leur souhait que s'organise un colloque sur le cinquantième anniversaire de la charte de Grenoble, et le souhait que ce soit RESSY qui l'organise. Nous avons dit que ça nous paraîtrait souhaitable que ce soit organisé par les deux organisations syndicales étudiantes, c'est-à-dire par l'UNEF et par l'UNEF-ID. Marie-Pierre a immédiatement donné son accord, et Pouria tout aussi immédiatement, dans la semaine qui a suivi. Voilà. Il y a eu pour concrétiser cette affaire, le 5 septembre pour être précis, au local de RESSY, une réunion où il y avait Pouria et Danièle SIMONET du côté de l'UNEF-ID, Marie-Pierre et Laurent FRAJERMAN pour l'UNEF, et Nicolas Smilévitch pour RESSY. C'est à cette réunion là qu'on a pris la décision tous ensemble, de demander à nos amis du GERME de participer au groupe de travail pour arriver à ce colloque, je pense qu'il aura été utile. Paul Boucher signalait hier que c'était une blessure pour lui que le mouvement syndical étudiant ne soit pas encore réuni. Nous partageons, du côté de RESSY, la conviction que, pour être rassembleur, le syndicalisme doit être d'abord rassemblé, et que c'est un vrai problème qui est posé aujourd'hui, et pas seulement, et peut-être même pas prioritairement au syndicalisme étudiant. Nous pensons aussi que c'est aux acteurs, sur le terrain, de déterminer les voies, les cheminements précis, et les formes de ce rassemblement. Nous sommes bien décidés à y contribuer, à notre place, en occupant seulement notre place, mais toute notre place. Je crois que ce colloque, comme d'ailleurs, n'oublions pas de le signaler, l'éditorial que

Marie-Pierre et Pouria ont par ailleurs rédigé en commun pour RESSY il y a quelques temps, contribue peut-être un petit peu à ce rassemblement. Et pour notre part en tout cas, nous en sommes heureux.

Je voudrais remercier tous les chercheurs qui ont participé à nos travaux, et en particulier nos amis du GERME. Je voudrais remercier Nicolas Smilévitch et Sylvie Scherer, sans lesquels ce colloque, matériellement, aurait eu du mal à se tenir...*(applaudissements)*. Je voudrais dire que la coorganisation à trois de

ce colloque : UNEF, UNEF-ID et RESSY, a été pour nous une expérience enrichissante et utile, et je voudrais surtout vous remercier tous et toutes d'y avoir contribué.

Je ne remercie bien sûr ni Marie-Pierre, ni Pouria, puisque d'une certaine manière, c'est en notre nom à nous trois, ici ce soir, que je vous remercie tous, et que j'espère que nous aurons l'occasion de nous revoir, et de faire des choses tous ensemble. N'hésitez pas à nous solliciter. A bientôt !

(Applaudissements).